



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ATHENES

N° 27 – Edition du 13 avril 2023

1

Zoom sur : les dernières prévisions macro-économiques du FMI

Prévisions du FMI pour la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce et Chypre

Roumanie	2021	2022	2023	2024
PIB (%)	5,9	4,8	2,4	3,7
Indice des prix à la consommation (%)	5,0	13,8	10,5	5,8
Solde public (% du PIB)	-6,7	-5,8	-5,7	-5,2
Solde primaire (% du PIB)	-5,3	-3,8	-3,7	-3,3
Dette publique en (% du PIB)	51,1	48,7	48,3	49,3

Bulgarie	2021	2022	2023	2024
PIB (%)	7,6	3,4	1,4	3,5
Indice des prix à la consommation (%)	2,8	13,0	7,5	2,2
Solde public (% du PIB)	-2,8	-0,8	-3,3	-3,0
Solde primaire (% du PIB)	-2,8	-0,8	-3,2	-2,5
Dette publique en (% du PIB)	22,8	21,8	21,1	22,9

Chypre	2021	2022	2023	2024
PIB (%)	6,6	5,6	2,5	2,8
Indice des prix à la consommation (%)	2,2	8,1	3,9	2,5
Solde public (% du PIB)	-1,7	2,3	1,9	1,7
Solde primaire (% du PIB)	0,0	3,7	3,2	3,0
Dette publique en (% du PIB)	101,1	86,5	79,6	71,9

Grèce	2021	2022	2023	2024
PIB (%)	8,4	5,9	2,6	1,5
Indice des prix à la consommation (%)	0,6	9,3	4,0	2,9
Solde public (% du PIB)	-8,0	-4,0	-2,4	-1,3
Solde primaire (% du PIB)	-5,5	-1,5	0,4	1,4
Dette publique en (% du PIB)	200,7	177,4	166,0	160,5

BULGARIE

- ❖ Croissance de 1,5 % en 2023 d'après la Banque mondiale et de 1,4 % selon le FMI
- ❖ Conférence sur la future adhésion du pays à la zone euro
- ❖ Amende de 99,8 M EUR imposée à deux filiales de Lukoil
- ❖ Projet de création d'une zone industrielle pour l'industrie automobile
- ❖ Poursuite du projet d'extension du site de stockage souterrain de gaz naturel à Chiren avec la compagnie bulgare Glavbolgarstroy
- ❖ Première livraison de GNL via la Turquie
- ❖ Premier appel à propositions dans le cadre du programme de coopération régionale Interreg NEXT Black Sea Basin

CHYPRE

- ❖ La rémunération mensuelle brute moyenne des salariés atteint 2 546 € au T4 2022
- ❖ Prolongation pour 2 mois supplémentaires des subventions énergétiques
- ❖ Hausse de +5,8% (en g.a.) de l'indice des prix à la consommation en mars 2023, après +6,7% en février
- ❖ Signature du protocole de coopération économique et fiscal entre la République Turque de Chypre du Nord (RTCN) et la Turquie pour l'année 2023
- ❖ Le trafic de passagers aériens atteint 597 000 voyageurs en mars, en hausse de 5,8% par rapport au niveau observé en 2019
- ❖ Ouverture prochaine d'un campus de l'American University of Beirut (AUB) à Paphos

GRECE

- ❖ La Banque de Grèce révisé à la hausse ses prévisions de croissance et anticipe désormais une hausse de 2,2% du PIB sur l'année
- ❖ En 2021, 14,2 % des jeunes de 15 à 29 ans vivent en situation de privation matérielle et sociale sévère
- ❖ Moody's relève la perspective liée à la note de crédit de la ville d'Athènes, de stable à positive
- ❖ Le rapport des experts sur la collision du train à Tempí devrait être prêt d'ici Pâques ou la semaine suivante
- ❖ Les compagnies des eaux d'Athènes et de Thessalonique, EYDAP et EYATH reviendront sous le contrôle de l'Etat
- ❖ Les entreprises de l'écosystème technologique grec ont levé 250 M€ au premier trimestre

ROUMANIE

- ❖ Le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour la Roumanie
- ❖ Le gouvernement souhaite réduire les dépenses publiques de 4,1 Mds EUR en 2023
- ❖ Les salaires continuent de progresser en février
- ❖ Le gouvernement gèle le prix des contrats d'assurance automobile pendant 6 mois
- ❖ Le secteur de la Fusion-Acquisition porté par le marché domestique au premier trimestre
- ❖ La production agricole roumaine a fortement diminué en 2022

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Croissance de 1,5 % en 2023 d'après la Banque mondiale et de 1,4 % selon le FMI. Selon [les prévisions de printemps 2023](#) de la Banque mondiale, la croissance en Bulgarie devrait s'établir à 1,5 % cette année, après 3,4 % en 2022, sous l'effet du ralentissement de la consommation et de la demande extérieure. L'inflation (indice des prix à la consommation) devrait également diminuer en 2023 à 8,7 % de 15,3 % en 2022. Le solde budgétaire pourrait se détériorer (à -3,6 % base caisse) compte tenu du ralentissement de la croissance et de la reconduction de certaines mesures de soutien gouvernementales. La dette publique serait de 21,5 % du PIB en 2023. Selon la Banque mondiale, l'instabilité politique pèse déjà sur les perspectives d'absorption de fonds de l'UE et d'adhésion à la zone euro. Pour mémoire, cinq élections législatives ont eu lieu entre avril 2021 et avril 2023 mais n'ont pas conduit à la constitution d'un gouvernement stable. Ces prévisions sont en ligne avec [celles d'avril](#) du FMI. L'économie bulgare croîtrait de 1,4 % cette année et l'inflation (IPCH) ralentirait à 7,5 %. Le solde budgétaire s'élèverait à -3,3 % (base caisse) et la dette publique à 21,1 % du PIB. L'Etat fonctionne actuellement sur la base d'une Loi de prolongation du budget 2022. Les autorités ont déclaré qu'elles proposeraient un projet de budget 2023 dont le déficit serait limité à 3 % du PIB (accrual basis) compte tenu de l'ambition du pays d'adhérer à la zone euro dans un futur proche.

Conférence sur la future adhésion du pays à la zone euro. Lors d'une conférence [«Bulgaria in the Eurozone: Next Steps for the Business»](#) organisée par la Chambre américaine du commerce en Bulgarie, le Gouverneur de la Banque centrale Dimitar Radev a [évoqué](#) que l'inflation est le seul critère de convergence que le pays ne remplit pas. La Bulgarie doit également respecter les engagements de préadhésion dans les domaines du secteur financier non bancaire, des mesures anti-blanchiment, de la gouvernance des entreprises publiques et du cadre d'insolvabilité. Il est également nécessaire que l'AN adopte une Loi sur l'introduction de l'euro et une Loi modifiant la Loi actuelle sur la Banque centrale. La préparation technique et logistique est également très importante et selon le Gouverneur, le secteur bancaire continue de travailler activement et systématiquement sur cette question. Le succès du processus d'adhésion à la zone euro dépendra de la capacité du pays à parvenir à une consolidation politique, institutionnelle et budgétaire. Selon [le Vice-ministre des Finances](#) Metodi Metodiev, il est extrêmement important que les futurs gouvernements poursuivent une politique budgétaire prudente et conservatrice. Le respect de la règle de déficits budgétaires (-3 % PIB) et la maîtrise de l'inflation sont nécessaires non seulement vis-à-vis des critères de Maastricht mais aussi pour la stabilité budgétaire à moyen et long terme. Lors de la conférence, il a aussi été précisé que les entreprises devraient afficher les prix en BGN et en EUR pendant une période déterminée.

Enjeux sectoriels et thématiques

Amende de 99,8 M EUR imposée à deux filiales de Lukoil. La Commission pour la protection de la concurrence (CPC) [a infligé](#) une amende de 99,8 M EUR (195 M BGN) aux deux filiales du groupe Lukoil : Lukoil Bulgaria (distribution de carburants) et à la raffinerie Lukoil Neftochim Burgas pour abus de position dominante sur le marché des carburants. La CPC a constaté que les deux filiales entravent l'importation de carburants en limitant l'accès aux entrepôts et aux oléoducs du groupe et appliquent des pratiques anticoncurrentielles qui représentent une violation à la législation nationale et européenne. Pour rappel, en février 2023, la CPC a déjà imposé une amende de 34 M EUR à Lukoil Bulgaria pour abus de position dominante dans le commerce de gros de carburants.

Projet de création d'une zone industrielle pour les projets de l'industrie automobile. Le ministre des Innovations et de la croissance, Alexander Pulev a annoncé [le 11 avril](#) la décision de création d'une nouvelle zone industrielle sur une superficie de 290 Ha (située à 15 km de Sofia, sur le site de l'ancien aéroport militaire de Dobroslavtsi) dédiée aux investisseurs de l'industrie automobile et visant à attirer des investissements de plus de 1,5 Md EUR. D'après le ministre, des négociations sont en cours avec des investisseurs de l'Europe, du Moyen Orient et de l'Asie. Les infrastructures de cette zone devraient être réalisées lors des deux prochaines années, l'investissement initial étant évalué à 8 M BGN (4 M EUR), provenant du budget de l'Etat. Le développement d'une filière automobile complète est prioritaire aux yeux du gouvernement et fait l'objet d'une communication active.

Poursuite du projet d'extension du site de stockage souterrain de gaz naturel à Chiren avec la compagnie bulgare Glavbolgarstroy. Après le démarrage, en janvier 2023, du projet d'extension du site de stockage de gaz naturel à Chiren par la signature d'un contrat portant sur la partie « surface », avec un consortium incluant la compagnie bulgare Glavbolgarstroy (GBS), l'opérateur gazier public Bulgartransgaz a décidé de poursuivre la réalisation de la phase suivante du projet avec la même compagnie en signant un contrat, [le 5 avril](#), avec le consortium UGS Drilling Chiren. Il comprend les sociétés bulgares Glavbolgarstroy, Glavbolgarstroy International et Gas Project Development. Le contrat, d'une valeur de 113 M EUR (221 M BGN), concerne la construction de dix nouveaux puits d'exploitation et de trois puits de surveillance. Bulgartransgaz a annoncé la participation à ce projet des entreprises sous-traitantes des Etats-Unis, d'Europe, de Turquie et du Kazakhstan. Des négociations sont en cours avec des institutions financières des Etats-Unis pour attirer des financements supplémentaires. Le projet d'extension du site de stockage souterrain de gaz naturel à Chiren est un projet européen d'intérêt commun (bénéficiant d'un soutien de 78 M EUR du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe) qui vise à accroître sa capacité de stockage de 550 M m³ à 1 Md m³.

Première livraison de GNL via la Turquie. Le premier méthanier qui fournira du GNL à la Bulgarie via la Turquie (le terminal Marmara Ereğlisi LNG), le 12 avril, est celui de la compagnie américaine Cheniere Energy qui a remporté l'appel d'offres, lancé par Bulgargaz en septembre 2022, pour la livraison de GNL en 2023.

Premier appel à propositions dans le cadre du programme de coopération régionale Interreg NEXT Black Sea Basin. Le ministère des Transports [informe](#) du premier appel à propositions dans le cadre de deux priorités du programme [Interreg Next Black Sea Basin](#) : « région bleue et intelligente » et « région verte et propre ». Le budget est de 35,4 M EUR et le délai de soumission des propositions est le 4 juillet 2023.

Chypre

Macroéconomie et finances

Au cours du quatrième trimestre 2022, la rémunération mensuelle brute moyenne des salariés atteint 2 546 €, en hausse de +5,9% sur un an. La rémunération des femmes demeure en moyenne inférieure à celle des hommes (2 312€ par mois contre 2 735€ pour les employés masculins). Corrigée des variations saisonnières, l'augmentation trimestrielle est de +1,8% pour l'ensemble des employés (2 237€).

Prolongation pour 2 mois supplémentaires de la [réduction des droits d'accise sur le carburant](#). Bien que le prix des carburants ait récemment atteint un point bas sur un an, le gouvernement a décidé d'étendre ce mécanisme de subvention publique jusqu'à fin juin. Les subventions seront néanmoins réduites de 50% par rapport à leur niveau actuel. A compter du 5 mai les droits d'accise seront ainsi réduits de 4,2 centimes par litre pour l'essence et le diesel, et de 3,2 centimes pour le fioul domestique. Le coût de cette prolongation est estimé à 6 M€ par le Ministre des Finances, pour un manque à gagner total de près de 100 M€ depuis l'entrée en vigueur de cette mesure en mars 2022. **Le gouvernement a également annoncé la [prolongation des subventions sur les factures d'électricité](#).** Mise en place en septembre 2022 pour couvrir l'augmentation des factures, cette mesure avait été prolongée par la précédente administration juste avant son départ. Elle sera désormais effective jusqu'à fin juin, pour un surcoût engendré de 21 M€. Ce mécanisme a bénéficié jusqu'ici à près de 450 000 ménages et 110 000 entreprises, [pour un coût total estimé de 95 M€ entre septembre et avril](#).

Hausse de +5,8% (en g.a.) de [l'indice des prix à la consommation](#) en mars 2023, après +6,7% en février. Il s'agit du 8e mois consécutif de ralentissement de la progression des prix, après le pic atteint à 10,9% en juillet. Sur un an, les principales composantes de l'inflation émanent essentiellement du poste énergétique (+34,4% pour l'électricité), tandis que l'inflation est également forte dans le secteur alimentaire (+7,1%) et de l'hôtellerie-restauration (+8,4%). En rythme mensuel, l'indice des prix progresse de +1,0%.

[Signature du protocole de coopération économique et fiscal](#) entre la République Turque de Chypre du Nord (RTCN) et la Turquie pour l'année 2023. Cet accord prévoit le versement par la Turquie de 9,5 Mds TL, soit environ 495 M€, à la RTCN sous forme de prêts et de subventions. Cette somme servira notamment au financement de plusieurs projets, notamment dans le domaine des infrastructures éducatives (26 écoles), sociales (logements sociaux) et sanitaires (3 hôpitaux). Un centre national pour le suivi des catastrophes et séismes sera également financé. Des fonds sont enfin prévus pour des projets industriels, agricoles, technologiques et énergétiques.

Enjeux sectoriels et thématiques

Le trafic de passagers aériens atteint 597 000 voyageurs en mars, en hausse de 5,8% par rapport au niveau observé en 2019. [Selon les données de l'opérateur Hermes Airports](#), plus de 1,5 M de voyageurs ont en outre débarqué à Chypre depuis le début de l'année via les aéroports de Larnaka, qui demeure la principale porte d'entrée du pays avec 68% des arrivées, et de Paphos. Ce chiffre est en hausse de 9% par rapport au trafic observé sur la période janvier-mars 2019 (1,39 M). Pour rappel, Chypre a accueilli en 2019 plus de 9,2 M de passagers aériens, contre 5 M en 2021 et 11,3 M en 2019.

Ouverture prochaine d'un campus de l'American University of Beirut (AUB) à Paphos. Le président de l'AUB, Fadlo Khuri, a récemment rencontré le ministre des finances chypriote Makis Keravnos pour lui signaler [l'ouverture du campus en septembre 2023](#), soit près de 3 ans après le lancement du projet. Le nouvel établissement, appelé [American University of Beirut – Mediterraneo](#), disposera dans un premier temps de cinq départements. L'un des principaux objectifs de l'AUB, qui a investi jusqu'ici environ 55 M€ pour ce projet, est d'y développer à terme un hôpital universitaire. [L'implantation de cette nouvelle université à Paphos](#) suit celle de la Technical University of Cyprus, qui a récemment décidé d'y ouvrir une école liée au tourisme.

Grèce

Macroéconomie et finances

La Banque de Grèce révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour la Grèce. Dans son [Rapport annuel 2022](#) publié le 7 avril dernier, la Banque de Grèce table désormais sur une progression de 2,2% du PIB, contre 1,5% envisagé jusqu'alors. Elle justifie cette révision à la hausse par une inflation moins forte qu'attendu (estimée à 4,4%) et par une hausse record des IDE (à 7,22Mds€ en 2022, +35% en g.a.). Le budget de l'Etat devrait enregistrer un excédent primaire de 0,7%.

Selon les dernières données publiées par [Eurostat](#), en Grèce, en 2021, le **taux de privation matérielle et sociale sévère (SMSD)** (indicateur qui montre l'absence effective d'éléments nécessaires et souhaitables pour mener à bien une vie adéquate) **chez les jeunes âgés de 15 à 29 ans est de 14,2%, le troisième taux le plus élevé de l'UE**, derrière la Roumanie (23,1%) et la Bulgarie (18,7%) et contre une moyenne européenne de 6,1%. Par ailleurs, le pourcentage de jeunes âgés de 15 à 29 ans exposés au risque de pauvreté était de 20,1 %, le deuxième taux le plus élevé après le Danemark (25,6%). Le risque de pauvreté pour la population totale a été chiffré à 16,8 %.

Moody's relève la perspective liée à la note de crédit de la ville d'Athènes, de stable à positive. [L'agence justifie cette décision](#) par la bonne planification budgétaire et la santé financière de la ville, faiblement endettée. La dette municipale représente en effet seulement 23% des recettes d'exploitation (environ 1 Md€) fin 2022, contre 26% fin 2021, et Moody's estime que ce ratio se maintiendra autour de 20% en 2024. La ville dispose également de liquidités suffisantes pour couvrir le service annuel de la dette jusqu'en 2024, ce qui limite les risques de refinancement. L'agence estime enfin qu'Athènes bénéficie d'une réduction du risque systémique, suivant le changement de perspectives de la notation de crédit de la Grèce (Ba3), de stables à positives, au début du mois de mars. [Saluant cette décision](#), le maire d'Athènes, Kostas Bakoyannis, a indiqué que la ville projetait une augmentation de son activité d'investissement de 153% en 2023, pour un total de 510 M€ de projets financés via des fonds européens et nationaux. Malgré un relèvement de B1 à Ba3 en novembre 2020, la notation de crédit de la ville demeure toutefois relativement basse, reflétant son profil-socioéconomique fragile (forte immigration imparfaitement absorbée) et sa flexibilité financière limitée. Cette dernière provient d'une forte dépendance financière mais aussi décisionnelle à l'Etat, qui fournit environ un quart des recettes de la ville et influe sur les choix d'investissement.

Enjeux sectoriels et thématiques

Le rapport des experts sur la collision du train à Tempi devrait être prêt d'ici Pâques ou la semaine suivante, selon les déclarations à la presse du Ministre sans portefeuille, chargé des Infrastructures et des Transports, M. Giorgos Gerapetritis. Le ministre a également annoncé que le système de télégestion de l'axe nord du réseau ferroviaire de Larissa sera achevé d'ici fin juin et le tronçon restant d'Inoi à Tithorea fin septembre. Le service de chemin de fer de banlieue (Proastiakos) à Kiato devrait aussi être rétabli d'ici Pâques orthodoxe (16 avril).

Les compagnies des eaux d'Athènes et de Thessalonique, EYDAP et EYATH reviendront sous le contrôle de l'Etat après les élections, selon des déclarations récentes à la [presse](#) du Premier ministre

Mitsotakis, soulignant que "l'eau est - et restera - un bien public". « Le gouvernement respectera pleinement la récente décision du Conseil d'État, et les actions de ces deux entreprises, actuellement détenues par Hellenic Corporation of Assets & Participations (HCAP), reviendront sous le contrôle direct de l'État », a ajouté le PM Mitsotakis.

Les entreprises de l'écosystème technologique grec ont levé 250 M€ au premier trimestre, dont 42 M€ sur le seul mois de mars. Parmi les entreprises suivies par [Endeavor Greece](#), les start-ups Two, SafeSize et Natech ont participé avec succès à des tours de financement. En termes de sortie de marché, notons également [le rachat pour 110 M€ d'Augmenta](#), agritech spécialisée dans les outils de gestion des cultures et d'analyse de l'agriculture intelligente, par CNH Industrial, entreprise d'équipements et de services agricoles. La société de biotechnologie Miroculus (co-fondée par l'entrepreneur grec Fay Christodoulou) a également été acquise par Integra Biosciences. [Endeavor se félicite enfin de la mise en place très prochaine d'un Greek Tech Visa](#), qui permettra de faciliter l'accueil de fondateurs de start-ups, de talents et d'investisseurs dans le domaine de la technologie et de l'innovation.

Roumanie

Macroéconomie et finances

Le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour la Roumanie. Le Fonds Monétaire International a révisé à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie roumaine. En 2023, le PIB national devrait progresser de [+2,4 %](#), à un niveau inférieur de 0,7 pp à la prévision précédente. Le FMI considère que l'économie roumaine, si elle demeure l'une des plus résilientes d'Europe, subira la dégradation de la conjoncture européenne, qui limitera ses débouchés à l'export. Par ailleurs, la politique budgétaire du pays sera contrainte par l'accumulation de dettes contractées depuis le déclenchement de la crise sanitaire ainsi que par le maintien d'un fort déficit courant (-7,9 % du PIB). Enfin, l'inflation devrait s'élever à +10,5 % en 2023, à un niveau supérieur aux prévisions de la Banque Nationale de Roumanie.

Le gouvernement souhaite réduire les dépenses publiques de 4,1 Mds EUR en 2023. Le gouvernement de coalition souhaite réduire les dépenses inscrites dans le budget 2023 de [20 Mds de RON](#) (4,1 Mds EUR) afin de conserver la cible de déficit public prévue (-4,4 % du PIB). Cette décision est justifiée par un fort déficit généré lors des deux premiers mois de l'année (-1,1 % du PIB). D'une part, les recettes fiscales sont inférieures aux prévisions, notamment en raison de l'anticipation des actionnaires, qui se sont massivement acquittés de leur impôt sur les dividendes avant l'augmentation de ce dernier. Par ailleurs, le gouvernement anticipe une réduction des fonds européens perçus au cours de l'année à venir en raison du retard accumulé dans le déploiement du PNRR. Les dépenses de fonctionnement de certaines administrations devraient ainsi être réduites.

Les salaires continuent de progresser en février. Le salaire net moyen continue de progresser en février, de +0,4 % en un mois, à [4 270 RON](#). Cette hausse demeure cependant inférieure à l'inflation (+1,0 %), conduisant à un recul du salaire réel de -0,6 % par rapport au mois de janvier. En un an, les roumains ont vu leur salaire nominal progresser de +14,8 %, mais leur salaire réel diminuer de -0,7 %, érodant ainsi leur pouvoir d'achat. De fortes disparités sectorielles sont néanmoins observées. Si les salaires des employés de l'industrie agroalimentaire ou de la production d'hydrocarbures ont fortement progressé,

les travailleurs des activités de services miniers ainsi que des services sociaux et de santé ont bénéficié de revalorisations marginales au cours des 12 derniers mois.

Enjeux sectoriels et thématiques

Le gouvernement gèle le prix des contrats d'assurance automobile pendant 6 mois. Le gouvernement a publié une ordonnance d'urgence [visant à geler les tarifs pratiqués par les assureurs de Responsabilité Civile Automobile](#) au 28 février 2023, pour les 6 prochains mois. Cette décision vise à protéger les consommateurs des impacts de la faillite d'Euroins Romania, leader du marché. Le déséquilibre provoqué entre l'offre et la demande risque en effet de renchérir le prix des primes d'assurance en raison du faible nombre d'opérateurs sur le marché et des nombreux clients d'Euroins qui seront amenés, dans les prochains mois, à trouver un nouvel assureur.

Le secteur de la Fusion-Acquisition porté par le marché domestique au premier trimestre. Le secteur roumain de la fusion-acquisition a connu un premier semestre 2023 dynamique. Si le nombre d'opération n'a pas progressé par rapport au T1 2022 (57), leur valeur a augmenté de +53 %, pour atteindre [2,3 Mds EUR](#). Le secteur a été porté par la reprise des activités d'ENEL Roumanie par le grec PPC pour 1,3 Mds EUR. 4 autres transactions supérieures à 100 M EUR ont été annoncées, dont le rachat des boulangeries Vel Pitar par le mexicain Bimbo pour 196 M EUR. Les investisseurs étrangers ont diminué leurs activités en Roumanie, en réalisant seulement 21 opérations sur la période, soit 42 % de moins qu'au T1 2022. Cependant, le secteur a profité d'une forte hausse (+94 %) des opérations des acteurs domestiques.

La production agricole roumaine a fortement diminué en 2022. La production agricole roumaine [a fortement reculé en 2022](#), notamment en raison de la sécheresse et de phénomènes climatiques extrêmes. La production de céréales a ainsi reculé d'un tiers. Le maïs, qui représente traditionnellement la moitié de la production céréalière du pays, a connu une baisse de production particulièrement marquée (-44,7 %). En raison d'une moindre baisse, le blé est devenu la principale céréale récoltée en Roumanie, avec une production de 8,6 Mt. Les productions maraîchère (-34 %), fruitière (-23 %) et de pommes de terre (-15 %) ont connu des dynamiques identiques. Par ailleurs, malgré une récolte en recul de 27 %, la Roumanie demeure le premier producteur de tournesol de l'Union européenne.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtresor.gouv.fr